La chasse aux Roms doit cesser ! Elle défigurait la République sous le gouvernement Sarkozy, et continue de la figurer sous le gouvernement Hollande-Ayrault-Valls.

Aux lendemains de la manifestation exemplaire des familles Roms soutenue par nombre de collectifs de soutien, organisations syndicales, associatives et politiques, les élu-e-s francilien-ne-s du Parti de Gauche réitèrent leur opposition totale avec cette chasse aux pauvres conduite sous fond d'austérité et banalisant le racisme.

En Ile-de-France vivent environ 10 000 des 20 000 ressortissants Roms en France, des familles originaires d'Etats membres de l'Union Européenne, dans des conditions de misère extrême, indignes de notre pays.

Contraire aux principes fondamentaux de la République, une véritable politique discriminatoire est menée par le gouvernement à l'égard de ces familles. Les mesures transitoires limitant l'accès à l'emploi à ces ressortissants européens n'ont pas été levées et de facto les excluent du monde du travail et de l'accès aux droits les plus élémentaires.

Revendiquées par le Ministre de l'Intérieur, Monsieur Valls, les expulsions et les destructions des bidonvilles et squats se poursuivent sans solutions d'hébergement. Cette politique est relayée par de nombreux maires, présidents d'intercommunalité, d'établissements publics, présidents de Conseils Généraux "de gauche" qui lancent les procédures judiciaires nécessaires à ces expulsions en les justifiant par "la peur des citoyens", ou "la nécessité de mettre fin à l'insalubrité", et organisent dans le même temps le refus de collecte des ordures et des excréments, le refus d'inscription scolaire en mairie, l'application de tarifs maximaux à la cantine, le harcèlement policier constant, et d'autres tracasseries destinées à décourager l'installation des familles et qui les précarisent encore plus.

Certes, face à ces situations, les élus locaux se retrouvent en première ligne, et les moyens manquent cruellement. En effet, les campements s'installent et se concentrent dans les communes pauvres, les mettant encore plus en difficulté. Bien sûr, de nombreux maires n'ont cessé d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur la nécessité d'une intervention forte afin que les droits les plus élémentaires de la personne humaine soient respectés.

Écrit par La Gauche par l'Exemple
Jeudi, 06 Juin 2013 15:00

Il appartient au président de la République, au 1er ministre et à l'ensemble du gouvernement de prendre des dispositions humaines sociales et respectueuses de chacun. Avec spécialement le ministre des affaires étrangères et européennes des solutions soient exigées auprès des instances européennes afin de mener une action coordonnée contre l'exclusion de ces populations notamment. L'Europe doit savoir montrer son efficacité. Elle prône depuis sa constitution, la libre circulation des marchandises puis des capitaux et des citoyens. Elle est incapable de construire l'égalité et le développement de chacun des pays et de l'ensemble des populations selon les valeurs de liberté, d'égalité et de Fraternité.

Les élus signataires, soucieux de répondre à l'urgence sociale, aux côtés des associations qui prônent la solidarité avec les Roms, aux côtés des citoyens qui n'ont pas peur d'organiser cette solidarité et qui veulent créer des liens fraternels entre tous sans exception plutôt que de laisser vivre le rejet et la peur des pauvres, peinent à mobiliser les moyens permettant à ces familles de faire valoir leurs droits. D'autant que les politiques d'austérité asphyxient les collectivités locales en réduisant la baisse des dotations de l'Etat alors que les besoins pour satisfaire l'urgence sociale ne cessent de croître sur nombre de territoires.

Nous refusons d'attendre sans rien faire.

A plusieurs reprises, nous avons interpellé les Préfets, représentants de l'Etat. Nous avons avancé des propositions concrètes et rappelé la nécessité de mobiliser les financements nécessaires. Malgré le trop faible engagement de l'Etat, certaines collectivités locales ont assumé leur responsabilité républicaine en scolarisant les enfants présents sur leur territoire, et ont démontré qu'il est possible de développer un accompagnement approprié et de trouver des solutions d'habitat pour peu que tous les partenaires institutionnels, publics et associatifs, soient mobilisés. En Essonne et en Seine-St-Denis, des projets donnent des résultats positifs sur lesquels nous pouvons nous appuyer.

Malgré les promesses de campagne du candidat François Hollande, force est de constater que la volonté politique est défailante. La circulaire interministérielle du 26 août 2012 n'a rien changé et n'est même pas appliquée alors que la puissance publique a la pleine responsabilité d'organiser les dispositifs d'habitat à vocation sociale (hébergement, logements adaptés et logement social) et d'accompagnement social en direction des personnes et des familles en grande difficulté (périmètre en particulier du dispositif d'Accueil, d'Hébergement et d'Insertion, AHI).

Écrit par La Gauche par l'Exemple
Jeudi, 06 Juin 2013 15:00

La chasse aux pauvres de fait orchestrée, les discours discriminatoire stigmatisant la population Rom comme « ne voulant pas s'intégrer » et l'assimilant à des « filières criminelles », encourageant de façon inquiétante le racisme et la mise en concurrence entre les catégories les plus précaires.

Il est pourtant possible de traduire en actes la volonté de mettre en œuvre l'égalité des droits pour tous : droit au logement, mais aussi droit au travail, droit à l'éducation, droit à la dignité. La politique discriminatoire de l'Etat aggrave la situation de milliers de familles contraintes de survivre dans des conditions indignes. Les élus locaux ne peuvent assumer seuls les situations de grande précarité et d'urgence dans lesquelles se trouvent les familles.

Pour toutes ces raisons, les élu-e-s du parti de gauche s'engagent dans l'ensemble des assemblées où ils et elles siègent, conseil régional, conseils généraux, conseils municipaux, à présenter des vœux et des motions visant à :

- **Interpeller** le gouvernement pour que soit mis un terme aux mesures transitoires instaurées à l'encontre des ressortissants roumains et bulgares, que subissent les populations Roms et que cessent les destructions-expulsions de bidonvilles et squat de Roms sans relogement.

- **Réitérer** avec force auprès du gouvernement et du Préfet de Région, auprès du Conseil Régional, la demande de réunion en urgence d'une table ronde régionale sur la situation des populations Roms en Ile-de-France, associant tous les acteurs concernés (associations, collectifs représentant les familles, élu-e-s...).

- **Demander** que, dans le cadre de cette table ronde, soit défini un schéma régional d'accueil, d'orientation et d'accompagnement dans leur accès aux droits des migrants européens. Ce

Écrit par La Gauche par l'Exemple
Jeudi, 06 Juin 2013 15:00

schéma devra spécifier des déclinaisons départementales en vue de sa mise en œuvre (encadrement de l'action des préfets, intégration des responsabilités propres aux Conseils généraux, place de l'ensemble des acteurs dans le suivi).

[Téléchargez la motion à faire voter par vos assemblées délibérantes](#)

Premiers signataires :

- Gabriel **Amard**, président de l'association des élu-e-s du PG La Gauche par l'Exemple, président de l'agglo des Lacs de l'Essonne (91)

- David **Ammar**, conseiller municipal délégué Morsang-sur-Orge (91)

- Mounia **Benaili**, adjoint au Maire Viry-Chatillon (91)

- Jean-Louis **Berland**, conseiller municipal St Michel-sur-Orge (91)

- Blaise **Chabanis**, conseiller municipal Torcy (77)

- Christiane **Chombeau**, conseillère municipale Colombes (92)

- François **Cocq**, conseiller municipal délégué de Champigny-sur-Marne (94)

- Eric **Coquerel**, Conseiller régional d'Ile-de-France

- Alexis **Corbière**, conseiller de Paris (75)

- François **Delapierre**, conseiller régional d'Ile-de-France

- Hayat **Dhalfa**, adjointe au Maire de St Ouen (93)

- Patrice **Finel**, conseiller municipal Vigneux-sur-Seine (91)

- Christophe **Girard**, adjoint au maire Saint Denis (93)

- Alain **Lamour**, 1er adjoint au Maire de Longpont-sur-Orge (91)

- Lahsen **Lazbayer**, adjoint au maire Mantes-la-Ville (78)

- Jean- Claude **Lécureur**, Conseiller municipal Saint Pathus (77)

- Pascale **Le Néouannic**, conseillère régionale d'Ile-de-France

- Geneviève **Marin**, conseillère municipale Longjumeau (91)

- Simone **Mathieu**, Maire de Viry-Chatillon (91)

- Solange **Perrin**, conseillère municipale Bois-le-Roi (77)

- Bertrand **Potier**, adjoint au Maire Vitry-sur-Seine (94)

- Juliette **Prados**, conseillère municipale Montreuil (93)

- Pascale **Prigent**, conseillère municipale Corbeil-Essonnes (91)

- Christophe **Robillard**, Conseiller d'arrondissement Paris 20è (75)

- Jo **Rossignol**, maire de Limeil-Brévannes, vice-président du conseil général du Val de Marne (94)

- Paul **da Silva**, conseiller général de l'Essonne

- Danielle **Simonnet**, conseillère de Paris (75)

- Mourad **Tagzout**, conseiller municipal d'Ivry-sur-Seine (94)

- Aïssa **Terchi**, conseiller municipal Clichy (92)

- Michelle **Valladon**, conseillère municipale Villepreux (78)

- Michel **Van Rensbergen**, adjoint au Maire Méry-sur-Oise (95)

- Laurent **Ziegelmeyer**, conseiller municipal de Choisy-le-Roi (94)

[Signer la tribune en nous contactant](#)